

Affaires étrangères

L'activisme de l'ambassadeur Hans Keller à Tirana



L'ambassadeur suisse Hans Keller (à droite) remet ses "Lettres de créance" au chef d'État albanais Haxhi Lleshi. Diplomatische Dokumente der Schweiz, Online-Datenbank

La Suisse n'a pendant longtemps pas reconnu l'Albanie communiste. Des relations ont néanmoins été établies grâce à l'obstination d'un diplomate helvétique. C'était il y a cinquante ans.

28 septembre 2020 - 11:21

Thomas Bürgisser

Autres langues: 2



Même pendant la Guerre froide, la Suisse s'est efforcée d'appliquer le principe de l'universalité des relations diplomatiques. Elle a reconnu presque tous les nouveaux États d'Afrique et d'Asie au cours de la décolonisation qui a suivi la Seconde Guerre mondiale. Ce n'est qu'avec les «pays divisés» — l'Allemagne, la Corée, le Vietnam — que les relations sont devenues plus difficiles. Puis, en février 1963, le Conseil fédéral décide lapidairement ceci: «L'établissement de relations diplomatiques avec l'Albanie n'a pas lieu d'être actuellement.» Les citoyens suisses n'y vivent plus depuis 1947 et il n'y a aucun intérêt matériel dans ce pays des Balkans isolé et pauvre: le commerce avec les Albanais a «perdu son sens».

De surcroît, un geste envers le régime communiste d'Enver Hoxha «risquait d'agiter inutilement l'opinion publique suisse» ou de contrarier Moscou, qui était en guerre avec Tirana. Ainsi, jusqu'en 1970, la République populaire d'Albanie est demeurée le dernier État avec lequel Berne n'entretenait pas de contacts officiels.

Aujourd'hui, plus de 250'000 personnes vivant en Suisse parlent l'albanais. Il s'agit du sixième groupe linguistique de Suisse après les germanophones, les francophones, les italophones, les anglophones et les lusophones. Seules 2000 d'entre elles viennent d'Albanie même. La grande majorité provient des pays qui ont succédé à la Yougoslavie, tels que le Kosovo et la Macédoine du Nord.

fortement inspiré de l'URSS pour bâtir sa République populaire. Après la mort de Staline en 1953, les relations avec Moscou se détériorent peu à peu. L'Albanie devient alors une proche alliée de la Chine communiste.

Dans les années 1960, l'ambassade d'Albanie à Pékin voit son personnel s'étoffer. À l'époque, les diplomates d'Enver Hoxha cherchent également à établir des contacts avec d'autres États «non alignés», tels que les pays neutres européens. Aussi expriment-ils à plusieurs reprises à l'ambassadeur suisse Hans Keller leur volonté de donner aux relations bilatérales «un caractère un peu plus officiel». Les Albanais ont frappé à la bonne porte. L'économiste né à Zurich a rejoint le service diplomatique pendant la Seconde Guerre mondiale. Contrairement à certains de ses collègues, il se considère comme un homme d'action. Hans Keller a accompli un véritable travail de pionnier tout au long de sa carrière. Si la tâche incombait à la représentation suisse à Moscou, c'est toutefois lui qui établit depuis Pékin les premiers contacts avec la Mongolie et fait pression pour reconnaître cet État situé au cœur de la steppe d'Asie centrale.

Visite à Tirana

Berne contrecarre toutefois l'activisme de Hans Keller. Le Conseil fédéral annonce, en mai 1964, sa volonté d'établir des relations diplomatiques avec le gouvernement de la République populaire de Mongolie. Mais il nomme à Oulan-Bator l'ambassadeur de Suisse à Moscou et non Hans Keller. «Je peux imaginer que tu t'étais déjà vu parcourir le désert de Gobi à dos de chameau», lui écrit alors avec compassion un haut fonctionnaire du DFAE. Après ce revers, les avances albanaises offrent la possibilité à Hans Keller de mettre au jour un autre point inconnu sur la carte de la diplomatie suisse. Nesti Nase, promu ministre albanais des Affaires étrangères en 1966 après avoir été ambassadeur en Chine, invite Hans Keller «à lui rendre visite prochainement à Tirana».

En 1976, Hans Keller est transféré de Pékin à Belgrade. Une visite dans la ville voisine de Tirana semble inéluctable. «C'est reparti», soupirent les fonctionnaires bernois, qui connaissent désormais l'obstination de Hans Keller. L'ambassadeur fait valoir ses arguments auprès du DFAE jusqu'à ce que celui-ci accepte l'échange de représentants diplomatiques avec l'Albanie. Cette mission est cependant confiée à l'ambassade à Rome. Ce qui n'empêche pas Hans Keller de se rendre en Albanie avec son épouse en juin 1969, «à titre privé». Au cours d'une conversation avec son hôte, le ministre des Affaires étrangères Nesti Nase, il annonce sa ferme volonté d'établir des relations avec Tirana.

Hans Keller s'y emploie sans plus tarder: avec son homologue albanais à Belgrade, il met en place un accord de compensation pour les exportations suisses de bétail. Lors d'une visite à Bâle, il obtient une déclaration de la direction de l'entreprise Ciba selon laquelle l'industrie chimique s'intéresse au marché albanais, mais pâtit du manque de relations officielles.

«Pionnier diplomatique»

Hans Keller fait pression sur plusieurs de ses collègues ambassadeurs. Avec le futur conseiller fédéral Georges-André Chevallaz, il parvient à convaincre le président de la commission de politique extérieure du Conseil national que le moment est venu. Cette fois-ci, Hans Keller a pris ses précautions: la proposition soumise au Conseil fédéral en juin 1970 par le DFAE stipule explicitement que c'est l'ambassadeur à Belgrade qui doit être nommé en Albanie en

raison de ses bons contacts avec le ministre des Affaires étrangères Nesti Nase. Voici cinquante ans, le 2 octobre 1970, Hans Keller présentait ses lettres de créance au chef d'État albanais Haxhi Lleshi au Palais des Brigades de Tirana, capitale d'un «étrange petit pays».

La morale de l'histoire est livrée par le secrétaire d'État Franz Blankart. Le futur directeur de l'Office fédéral des Affaires économiques extérieures félicite Hans Keller pour son «travail de pionnier diplomatique», qui «a été accepté sans critique par le public, mais aussi par Moscou manifestement». «C'est en grande partie grâce à vous et cela montre que, contrairement à ce que l'on veut bien croire, un ambassadeur peut obtenir un retour, soit influencer les décisions de la centrale.» Deux conditions néanmoins: engagement et obstination.



Mots clés: [POLITIQUE](#)